

# Joseph Kabila livre ses vérités au « Soir »

**Le président congolais, en fin de mandat, nous a reçus à Kinshasa. Une interview rare où il se lâche, n'épargnant ni la Belgique ni l'Europe.**

**D**'ici trois semaines, le Congo doit élire un nouveau président. Et celui qui est à sa tête depuis 17 ans doit passer la main. Alors Joseph Kabila a accepté de recevoir l'envoyée spéciale du *Soir* à Kinshasa pour donner une interview. Ce qu'il fait très rarement. Et il parle sans filtre. Ou presque.

« *Tout va bien se passer* » le jour du scrutin, jure Joseph Kabila alors que la mission de l'ONU s'inquiète de voir le pays organiser seul l'élection. « *Nous avons pris l'option de les organiser nous-mêmes, ce qui nous coûte cher, mais c'est une question d'indépendance, de souveraineté...* », estime-t-il, appelant tout au long de l'entretien à la dignité du peuple congolais. A la question de sa-

voir si l'absence d'observateurs internationaux est gênante, il clame : « *Pourquoi devrait-on*

*les inviter ? Je considère que ces pays ont déjà préparé leur rapport avant même le jour du vote !* »

En ce qui concerne les prisonniers politiques, le président botte en touche. « *Je ne veux pas discuter des affaires qui relèvent strictement de la justice mais à ma connaissance, il n'y a pas de détenu strictement politique. S'il y a des problèmes au niveau de la justice, c'est là qu'il faut intervenir, mais moi je ne le peux pas...* »

Joseph Kabila n'entend pas épargner une certaine Belgique,

alors que notre diplomatie est la grande absente sur le sol du Congo. « *Le problème avec les Belges, c'est ce que j'appelle l'état d'esprit. Il y a des gens qui, en Belgique, croient que le Congo est encore une colonie, que les Belges doivent toujours avoir de l'ascendant sur les Congolais, tranche le président. Qu'est-ce qui nous divise avec la Belgique ? Je considère que nous sommes des hommes libres, que le Congo est un pays indépendant et que nous n'avons pas de comptes à rendre à un ministre des Affaires étrangères qui se trouve en Belgique.* » ■

## « Mon successeur aura surtout besoin de dignité »

- D'ici trois semaines, des élections présidentielles, législatives et provinciales auront lieu au Congo.
- Joseph Kabila a décidé de ne pas se représenter, mettant en piste un « dauphin », Emmanuel Shadary Ramazani.
- Le chef de l'Etat, généralement discret, a accepté de répondre aux questions du « Soir ».

ENTRETIEN

**KINSHASA**  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**E**n place depuis 2001, Joseph Kabila n'a jamais été prolixe. Ses interventions publiques étaient millimétrées, ses interviews rares, ses silences étaient parfois plus éloquentes que ses discours. Mais au moment de quitter le pouvoir après 18 ans de « règne », est venu le temps des bilans, des réflexions et l'un des chefs d'Etat les plus réservés d'Afrique a accepté de baisser la garde. L'entretien de près de deux heures qui nous a été accordé en exclusivité avait été préparé par Albert Yuma, le PDG de la Gecamines, qui avait, lui, décidé de répondre à ce qu'il appelle les « calomnies » visant son entreprise, le principal employeur du pays. Il est certain que celui que ses collaborateurs appellent le

« Raïs » (chef en swahili) a suivi et approuvé l'offensive menée par l'ancien « patron des patrons ».

Tenue saharienne, manches retroussées, poil dru et barbe poivre et sel, Joseph Kabila, qui nous reçoit dans un bureau sans apprêt, a depuis longtemps abandonné son allure de « bon garçon » rasé de près pour un look de *freedom fighter* ou, à 47 ans déjà, de « père de la nation ». « *Ce n'est pas un look*, précise-t-il d'emblée, *cela traduit plutôt un état d'esprit.* »

Il constate : « *Nous sommes dans la dernière ligne droite avant les élections, nous avons eu l'enrôlement des électeurs, puis le dépôt des candidatures et, à 90 %, tout s'est passé normalement. La campagne a commencé dans le calme et cette absence d'incidents traduit aussi la ma-*

turité politique de la population... Reste le défi de la sécurisation le jour même du vote. Après le 23 décembre, il n'y aura plus qu'à attendre les résultats. Je crois que tout va bien se passer.»

**A l'étranger, on s'interroge sur la volonté du Congo d'organiser seul ces élections, de se passer de la Monusco - la mission de l'ONU -, qui avait déjà mobilisé des avions pour vous aider. Tout simplement parce que nous ne sommes pas des mendians. Le Congo, certes, a des problèmes, mais c'est aussi un pays d'hommes et de femmes dignes. Les pays voisins, eux non plus, ne sollicitent pas l'appui de la Monusco... Si celle-ci a des avions disponibles, elle peut certainement en faire bon usage. Je l'ai expliqué à la représentante du secrétaire général de l'ONU. Nous avons pris l'option d'organiser les élections nous-mêmes, ce qui nous coûte cher, mais c'est une question d'indépendance, de souveraineté...**

**Cependant, l'absence d'observateurs internationaux peut poser problème. Leur présence est un aussi gage de crédibilité...**

Les observateurs seront là : il y aura plus de 40.000 observateurs nationaux, qui ont déjà été formés dans ce but, et aussi les témoins des partis politiques. En plus, il y aura des observateurs de la région, de la SADC (Communauté de développement des Etats d'Afrique australe), de l'Union africaine, de la Communauté des Etats d'Afrique centrale (CCEAC), de l'Organisation internationale de la Francophonie... Il est vrai aussi qu'il n'y aura pas d'observateurs envoyés par l'Union européenne ou les Etats-Unis. Pourquoi devrait-on les inviter ? Je considère que ces pays ont déjà préparé leur rapport avant même le jour du vote ! L'important, ce sera surtout l'observation par les Congolais eux-mêmes.

**Que de temps passé depuis notre première rencontre, peu de temps après l'assassinat de votre père... Quel est le bilan de toutes ces années ?**

Je m'en souviens, nous nous étions rencontrés à la Cité de l'Union africaine... La période écoulée peut se diviser en trois étapes. Durant la première, de 2001 à 2006, la priorité des priorités était la stabilisation du pays, sa pacification et l'organisation d'élections libres. C'était la promesse, le défi... Nous avons réussi à stabiliser la situation politique et sécuritaire, mais aussi économique. La deuxième phase, c'est la période qui va de 2006 à 2011. Nous avions pour objectif de stabiliser davantage et d'amorcer la reconstruction et la plupart des nouvelles infrastructures ont été construites alors. A cette période, nous avons aussi été confrontés à diverses rébellions, dans l'Equateur, au Kivu... De 2012 jusqu'à aujourd'hui, nous avons tenté de

poursuivre la modernisation, la stabilisation, d'engager des réformes. Des nouvelles lois ont été adoptées concernant l'organisation du territoire, le découpage nous a fait passer de 11 à 26 provinces. Le challenge, c'est aussi d'organiser le troisième cycle des élections... On a connu des hauts et des bas, mais l'essentiel, c'est d'être à la veille des élections. On pourrait écrire plusieurs livres sur ce long, ce si long voyage, qui n'est d'ailleurs pas fini.

**Puisque le chemin est encore long, n'est-il pas difficile de céder la place ? Ce qui me surprend, c'est que ma décision ait pu surprendre : j'ai fait ce que j'avais toujours dit. Jamais, ni en privé ni en public ou en aparté avec un autre chef d'Etat, je n'ai exprimé autre chose. J'ai toujours été constant. Rappelez-vous qu'un jour, à Matadi, je vous avais dit que j'étais au service de mon pays et que j'allais le rester toujours.**

L'œuvre de reconstruction de ce pays, de consolidation de la paix, c'est un travail de longue haleine, proposé à 80 millions de Congolais et pas seulement à M. Kabila... Même si Dieu devait nous donner deux ou trois vies, il y aurait de quoi les remplir.

**D'ici quelques semaines, redevenu simple citoyen, vous allez donc rester au service de votre pays ? Que pensez-vous faire ?**

En tout cas, je ne songe pas à aller en vacances aux Bahamas, ni même en Espagne, à Dubaï ou ailleurs. Ce que je pense faire ? J'avoue que je ne me suis pas encore posé la question. Blague à part : je resterai certainement dans mon pays où je vais m'occuper de beaucoup de choses.

**Vous avez la réputation d'aimer la nature.**

Je suis passionné par la nature, mais surtout par la protection de l'environnement. Je vais continuer, en tant que citoyen. Il y a tellement de travail dans ce domaine. Je vais aussi m'occuper de mes fermes - au début, il n'y avait que quelques paillotes et il reste beaucoup à faire.

**Quel que soit votre successeur, vous allez certainement lui donner des conseils...**

Cela dépend. S'il a besoin de mes conseils, je serai toujours là, volontiers. Mon successeur, quel qu'il soit, aura non seulement besoin de l'ancien président, mais surtout besoin de dignité. Besoin de la participation des 80 millions de Congolais au pays et de tous ceux qui sont dans la diaspora, afin d'aller de l'avant dans la reconstruction du Congo.

**Est-ce dans cet esprit que vous avez créé le grand rassemblement appelé FCC, Front commun congolais ?**

Le FCC, c'est une idée qui date du lendemain des élections de 2006, j'étais

conscient du fait que tous les Congolais devaient cheminer ensemble. A l'époque, j'avais fait appel à Jean-Pierre (Bemba), mon ancien vice-président, et même nos amis de l'UDPS, pour que nous travaillions ensemble. Pour relever les défis de la paix, de la reconstruction, de la sécurité, de la stabilité, je pense qu'il faut que tout le monde s'implique.

C'est pourquoi, l'an dernier, après les accords de la Saint-Sylvestre (31 décembre 2016), où plusieurs partis d'opposition étaient entrés dans le gouvernement, je leur avais posé la question : après avoir travaillé ensemble depuis une année, allons-nous aller aux élections en tant que frères et sœurs ou en tant qu'ennemis ? Cette réflexion a abouti à la création des FCC, on y soutient un même candidat, un même programme de reconstruction économique...

**Cette vaste plateforme ressemblerait-elle à un début de parti unique ?**

Je ne crois pas, il y a plusieurs tendances au sein des FCC, les libéraux, les socialistes, d'autres...

D'ailleurs, au lieu d'avoir 600 partis politiques, je crois préférable d'avoir de grands ensembles, avec un total de quatre à cinq partis politiques qui transcendent les régions, les ethnies...

Si les autres se regroupent aussi, c'est une bonne tendance.

**C'est ce qui avait été tenté lors de la réunion de l'opposition à Genève, même si la tentative a échoué.**

La question n'est pas l'échec, mais ce qui était à la base de cette initiative et avec quel objectif... On peut espérer que, d'ici le 23 décembre, ils soient toujours ensemble. Qu'après cette date, le gagnant fasse appel à tout le monde et que le perdant accepte d'avoir perdu.

**D'aucuns estiment que les promesses de décriminalisation du climat politique n'ont pas été tenues et rappellent qu'il y a toujours des prisonniers politiques. Je ne veux pas discuter des affaires qui relèvent strictement de la justice mais, à ma connaissance, il n'y a pas de détenu strictement « politique ». S'il y a des problèmes au niveau de la justice, c'est là qu'il faut intervenir, mais moi je ne le peux pas... Nous avons un ex-gouverneur arrêté pour viol, des généraux en prison pour la même raison. Etre en politique ne permet pas d'être libéré face à ce type de charges.**

**Il y a aussi d'autres détenus, comme Carbone Beni, un militant activiste de Lucha, ou des prisonniers plus anciens, accusés d'avoir été impliqués dans l'assassinat de votre père en 2001. Tout cela n'est pas clair.**

A propos de ceux qui ont été arrêtés après la mort de mon père, je ne ferai pas de commentaire car cela me concerne personnellement. Pour les autres, la situation doit être traitée au cas par cas, mais on ne peut pas exiger qu'on libère tout le monde. ■

Propos recueillis par  
COLETTE BRAECKMAN

**GENTLEMAN FARMER****« Il faut investir dans son pays »**

Où serez-vous l'année prochaine ? Serez-vous mué en « gentleman farmer » ? Mes fermes, à Kingakati ou au Katanga, sont le résultat d'années de travail, j'ai construit petit à petit... C'est aussi une leçon que je voudrais donner aux Congolais : il faut qu'ils soient les premiers investisseurs dans leur pays. Qu'au lieu de créer 600 partis politiques ils créent 600 entreprises. C'est un devoir patriotique. A ceux qui, depuis l'étranger, nous critiquent, je leur dis de revenir, d'investir au Congo, de créer des entreprises. Je lance un appel à la diaspora... A l'époque du maréchal Mobutu, on parlait de ses propriétés en Suisse, en France. Moi, je pense qu'il faut investir au Congo. C'est ce que j'ai dit aux membres de ma famille. Je souligne qu'aucun d'entre eux n'est employé dans un ministère, dans une fonction publique ; ils n'ont pas de sinécure, ils doivent tous travailler dans le pays. C'est cela le message, l'exemple que je voudrais donner...

C.B.

**BRAS DE FER****« On a tenu bon sur le Code minier »**

En début d'année, vous avez reçu les patrons des multinationales minières, ils voulaient vous dissuader de revoir le Code minier. Oui, c'était tendu. Ils m'ont dit qu'ils étaient prêts à faire des concessions, mais que le nouveau Code ne devait pas être promulgué. Je leur ai répondu qu'eux n'avaient à gérer que leur société, tenter de réaliser quelques millions de dollars à la Bourse. Alors que moi, je devais veiller aux intérêts de 80 millions de Congolais. Ces derniers sont mes actionnaires à moi. La loi a donc été promulguée. On a tenu bon dans l'intérêt de notre peuple. Autre chantier : celui de la lutte contre la corruption. Quand on est arrivé ici avec Laurent-Désiré Kabila (son père, NDLR), notre désir, c'était de transformer le Congo. De changer l'homme, sa façon de voir. Le Zaïre est devenu la RDC mais, côté mentalité, on a connu quelques difficultés. L'essentiel, c'est que la société ne nous a pas transformés, nous.

C.B.

**L'inconnu des Grands Lacs**

Il a fallu du temps aux Congolais pour découvrir Joseph Kabila: né en 1971 à Hewa Bora, le maquis animé par son père le long du lac Tanganyika, il a étudié en Tanzanie puis est revenu dans son pays lors de l'avancée de l'AFDL qui mit fin au régime du président Mobutu en 1997. Depuis vingt ans donc, Joseph Kabila est en fonction: militaire jusqu'à l'assassinat de son père en 2001, puis désigné à sa succession, partageant le pouvoir avec quatre vice-présidents après les accords de paix de Sun City puis élu président en 2006 et 2007.

## calomnies « Je n'ai pas le temps de répondre à la désinformation »

**Le patron de la Gecamines dénonce les dénigrement qui ont visé sa société. Avez-vous, personnellement, été victime de telles calomnies ?**

*Certainement, mais je n'ai jamais répondu pour une simple raison : j'ai des choses beaucoup plus importantes à faire que m'occuper de cette fabrication de mensonges. Je dois veiller à la sécurité de mon pays, à son développement. Ces mensonges font partie de toute une stratégie de communication, ils sont mis en place pour abattre M. Kabila, pour orienter nos choix. Je remercie notre population qui a fait preuve de maturité politique et a conclu que ce ne sont là que des ragots. Faut-il consacrer son temps, ses moyens, à traduire en justice tous ceux qui nous critiquent in-*

*justement ? Souvenez-vous du président Mobutu : on disait que sa fortune dépassait les 14 milliards de dollars, plus que la dette du pays... Arrivés à Kinshasa, nous avons cherché en vain ces 14 milliards... Peut-être étaient-ils dans les banques suisses ? Lorsque la présidente de la Confédération helvétique est venue ici, elle nous a dit que, sur les comptes, il n'y avait que 3 ou 4 millions de dollars...*

**Aujourd'hui, on dit que, vous-même, vous êtes plus riche que Mobutu...**

*Vous croyez vraiment qu'un homme plus riche que le maréchal peut travailler dans un bureau pareil ? Je n'ai pas le temps de répondre à ce qui fait partie de la désinformation. Des*

*« fake news ». Ces histoires émanent d'officines basées à Paris, Bruxelles, New York...*

**Il y a aussi des témoignages qui viennent du terrain, des injustices sont révélées par des nationaux, comme le cas de ces villageois expropriés à Mborero, le long du lac Kivu. Une école catholique y a même été détruite. Et tout cela pour construire un hôtel...**

*A ma connaissance, l'école est toujours là... Des conflits entre voisins, pour des parcelles, cela peut exister, mais il ne faut pas en faire une affaire internationale. L'essentiel, c'est que l'on recherche des solutions pour continuer à vivre ensemble. ■*

C.B.

## terroristes « Le Congo représente une cible »

**Dans la région de Beni, l'armée est-elle confrontée à des attaques qualifiées de « terroristes » ?**

*Qualifiées ? Mais c'est bien de terroristes qu'il s'agit ! Nos amis en Occident devraient se réveiller : c'est en 2012 déjà que j'ai commencé à parler du terrorisme des ADF (Allied Democratic Forces, rebelles d'origine ougandaise opérant dans la région du Ruwenzori, NDLR).*

*A l'époque, je disais aux chefs d'Etat que ces ADF étaient les mêmes que les « shebabs » de Somalie, que Boko Haram en Afrique de l'Ouest, que l'Etat is-*

*lamique lui-même... Aujourd'hui, les Ougandais s'agitent, mais aussi les Tanzaniens. Voici une semaine, à Cabo Delgado, au Mozambique, des inconnus ont égorgé des civils, brûlé les maisons avant de prendre la fuite.*

*De la même manière qu'à Beni, où on a arrêté des groupes radicaux dans lesquels se trouvaient des Somaliens, des Kényans, des Ougandais, des Mozambicains...*

*Cette menace inédite exige une très bonne coopération des services de sécurité de la région. Il ne s'agit plus d'une guerre classique, mais de groupes qui*

*veulent tuer un maximum de gens puis disparaître. Pour nous, c'est un grand défi, une menace pour l'avenir.*

*Les Mai-Mai qui restent, nous sommes capables de les affronter. Par contre, cette menace terroriste requiert une stratégie particulière.*

*Le Congo ne représente pas un nouveau front mais une cible. Des assaillants, arrêtés au Mozambique, ont dit qu'ils avaient été entraînés dans les forêts du Congo !*

**Du temps du Mzee, votre père, vous étiez déjà militaire. Allez-vous rester lié à l'armée ? Est-**

**ce dans votre ADN ?**

*Mon ADN ? Je ne dirais pas. J'ai beaucoup de camarades qui sont devenus aujourd'hui de très bons officiers et je les encourage à continuer à encadrer les jeunes en formation. Evidemment, en cas de besoin, je suis dans ce qu'on appelle la réserve...*

**Vous êtes trop jeune pour être mis à la retraite...**

*La retraite, non, j'ai bien dit la réserve. En cas de besoin, on peut toujours faire appel à nous, à moi, pour servir la nation. ■*

C.B.

## armée « C'est un chantier qui se poursuit »

**Rajeunie, modernisée, l'armée a été réorganisée. Etes-vous satisfait de cette réorganisation ?**

*L'armée est au service de notre peuple et elle est sous le contrôle des institutions. Plusieurs lois de réforme de la police et de l'armée ont été adoptées, les équipements ont été modernisés : le travail de réforme va se poursuivre et, aujourd'hui déjà, l'armée n'est plus ce qu'elle était quand nous avons été bousculés par différentes rébellions.*

*Cette armée va monter en puissance... Nous avons tenu à faire ce travail nous-mêmes, seuls, avec l'appui de quelques partenaires. Mais au fur et à mesure, ces derniers sont en train de se désengager et ce sont nos officiers qui sont chargés de la formation...*

*Nous serons aussi obligés d'avoir une industrie de la défense. Fabrication de tenues, bottines, mais aussi engins, véhicules de combat, de blindés : tel est notre plan à moyen terme. Certes, il y a encore quelques cas d'indiscipline mais, dans l'ensemble, je peux le dire, notre armée est maîtrisée, disciplinée, les abus sont sanctionnés.*

**Voici quinze ans, vous avez dû intégrer au sein des forces armées divers groupes rebelles. Aujourd'hui, avez-vous réussi à lutter contre l'impunité ?**

*Je crois que la justice militaire fonctionne même mieux que la*

*justice classique : des généraux ont été jugés, condamnés et mis en prison ! Si nous avons pu mettre fin aux violences faites aux femmes à 90 %, c'est en grande partie grâce à la justice militaire.*

*L'armée, c'est un chantier qui se poursuit. Il y a un travail à faire en amont et en aval dans le domaine des droits de l'homme et de la femme ; il faut travailler aussi sur le plan mental.*

*C'est aussi une armée qui continue à être en opération dans des situations difficiles, à opérer sur la ligne de front, entre autres en Ituri. Notre armée va aussi devoir s'adapter aux nouvelles tactiques de ceux qu'elle doit affronter sur le terrain... ■*

C.B.

# « Certains, en Belgique, croient que le Congo est encore une colonie »

**Vous avez déjà connu des moments de froid avec la Belgique lorsque Karel De Gucht était ministre des Affaires étrangères. L'histoire est-elle appelée à se répéter ?**

*Pour mieux comprendre les relations entre la Belgique et le Congo, il faut remonter à 1960. C'est alors que le Congo a perdu son Premier ministre, Patrice Lumumba, assassiné en 1961. La Belgique était très impliquée dans la disparition de Lumumba. Ensuite, on a fait du maréchal Mobutu l'homme fort du Congo, mais même avec lui, il y avait des frictions, des hauts et des bas. Avec le Mzee, mon père, c'était pareil. Lorsque Karel De Gucht est venu ici, je lui ai dit que je considérais que, sur le plan politique, il était finalement un petit raciste. Et moi, je n'aime pas les racistes.*

*D'accord, de tels propos n'étaient pas diplomatiques mais c'était la vérité. Le problème avec les Belges, c'est ce que j'appelle l'état d'esprit. Il y a des gens qui, en Belgique, croient que le Congo est encore une colonie, que les Belges doivent toujours avoir de l'ascendant sur les Congolais. Cela*

*fonctionnait peut-être avec nos pères - qui ne sont plus là - mais avec nous, les enfants de ceux qui ont combattu le colonialisme dans ce pays, c'est inadmissible, cela ne marche pas. Le peuple congolais n'acceptera jamais. Certes, les Belges peuvent recruter dix, vingt Congolais pour qu'ils soient leurs pions, mais ils n'auront pas le soutien des autres.*

*Vous me donnez l'occasion de le dire : ce qui ne va pas avec les Belges, c'est ce que j'appelle une certaine animosité vis-à-vis de notre peuple, cette tendance qu'ils ont d'humilier le peuple congolais à travers ses dirigeants. Et cela, nous ne l'accepterons plus jamais.*

*Qu'est-ce qui nous divise avec la Belgique ? Je considère que nous sommes des hommes libres, que le Congo est un pays indépendant et que nous n'avons pas de comptes à rendre à un ministre des Affaires étrangères qui se trouve en Belgique.*

**Vous a-t-il jamais demandé des comptes ?**  
*Directement ou indirectement ;*

*il disait, entre autres, que M. Kabila doit se prononcer à propos des élections. A cela, je répondais : « Mais cela ne vous regarde pas, ce ne sont pas vos affaires, occupez-vous de vos problèmes chez vous et nous allons nous occuper de notre peuple, de notre pays. Ne vous ingérez pas dans la politique interne du Congo. »*

*Il n'appartient pas à la Belgique de faire le choix des dirigeants de ce pays, d'inviter des opposants à Genval, de leur offrir des chocolats... Cela ne m'a pas choqué, non, mais surpris, oui : ce sont des tendances néo-colonialistes. Si on ne peut pas accepter cela de la Chine, de la Russie ou des Américains, on ne l'acceptera pas non plus des Belges... Inviter ainsi des gens à Bruxelles, à Genève et ailleurs, c'est une façon d'essayer d'imposer des dirigeants*

*à ce pays alors que c'est à notre peuple qu'il appartient de choisir, que cela dépend de lui.*

**La maison Schengen reste fermée. C'est tout de même une mesure qui frappe en premier lieu les Congolais eux-mêmes...**

*Ils peuvent aussi aller ailleurs dans le monde, il y a plus de 150 pays où ils pourraient aller. Il y a un prix à payer pour tout, y compris pour la dignité. De toute façon, je ne crois pas que cette situation va durer. Il faudra trouver une solution, qui soit en faveur du respect, envers nos deux peuples. Entre le peuple belge et le peuple congolais, il ne peut pas y avoir de problèmes. ■*

Propos recueillis par  
COLETTE BRÆCKMAN

**« Il n'appartient pas à la Belgique de faire le choix des dirigeants de ce pays, d'inviter des opposants à Genval, de leur offrir des chocolats... »**

## UNION EUROPÉENNE

### « Des sanctions illégales, arbitraires »

**Quel est votre sentiment face aux sanctions décrétées par l'Union européenne qui visent des responsables congolais, y compris votre dauphin, M. Shadary ?**  
*Si Shadary est élu, il sera le président de la RDC, en Belgique, il ne possède rien. Certains ont regretté que les*

*individus visés n'aient pas eu l'occasion de se défendre. Moi, je demande pourquoi nous devrions aller nous justifier. Ces sanctions sont tout à fait illégales, injustes, arbitraires, orientées politiquement. Quelques pays d'Europe ne peuvent s'arroger le droit de nous sanctionner ainsi. Dans quel monde vivons-nous, où ceux qui ont la force ou croient l'avoir peuvent s'arroger un tel droit ? Moi, je fais*

*pleinement confiance à tous ceux qui ont été sanctionnés, et surtout les officiers ; je sais qu'ils défendent l'Etat de droit. On me dit que si tout se passe bien lors des élections, les sanctions pourraient être levées. Mais moi, je m'en fous. Pour les élections, tout va très bien se passer et cela ne dépendra pas des sanctions. Ce seront les meilleures élections que ce pays aura connues depuis 1959. Je crois que nous aurons été du bon côté de*

*l'histoire. Le Congo ne sera jamais à genoux, il sera toujours debout. Qu'avez-vous dit au docteur Mukwege, qui a reçu le prix Nobel de la paix ? C'est un compatriote, je l'ai félicité. A un moment, on disait que Bukavu était la capitale du viol. Ce n'est plus le cas et il ne faut pas propager des images qui ne sont plus justifiées.*

C.B.

## analyse Le temps de tomber le masque

**D**urant des années, Joseph Kabila s'est avancé masqué. Visage impassible, traits lisses, ne laissant rien paraître de ses pensées et, a fortiori, de ses émotions. Cette fois, alors que l'heure approche où, en principe, il quittera le pouvoir pour confier le Congo à un successeur encore bien mystérieux, il se permet de livrer un visage plus proche de la vérité. Son apparence est désormais celle des « pères de la nation », ces hommes grisonnants aux traits burinés, marqués par l'expérience, qui font le lien entre le présent et les temps de l'indépendance, qui conjuguent à la fois une vision de l'avenir et le souvenir des luttes du passé.

Les paroles de Joseph Kabila rappellent en effet les combats de ses prédécesseurs : Patrice Lumumba, assassiné pour avoir osé dire au roi Baudouin que la loi n'était jamais la même selon que l'on soit Blanc ou Noir ; Joseph-Désiré Mobutu, à la veille de tomber en disgrâce, qui assé-

nait à ses visiteurs venus de Belgique qu'il attendait des amis et avait trouvé des comptables et qui avait, même de manière caricaturale, lutté pour l'authenticité. Ce qu'il faut retenir de cette longue interview d'un président, en principe sur le départ, c'est l'exigence de dignité, c'est un souverainisme qui puise ses racines dans les luttes du passé, qui réclame, aujourd'hui comme dans les années 60, le droit au respect.

Mais court aussi, entre les lignes, l'aveu d'un certain échec : le jeune président issu du marquis de Hewa Bora n'a pas réellement réussi à changer la mentalité de ses compatriotes comme l'aurait voulu son père ; la « révolution de la modernité », qui a édifié des gratte-ciel et lancé de nouvelles routes, n'a pas pour autant coïncidé avec une révolution de la moralité. Le « vin nouveau » a ranci dans de vieilles outres et les pratiques du mobutisme, dont la corruption, peut-être héritées du colonisa-

teur, n'ont pas pu être éradiquées.

C'est cela qui explique la déception des jeunes Congolais, si prompts à descendre dans la rue : ils n'ont pas connu Mobutu, mais ils ont grandi avec les promesses de Joseph Kabila et nombre d'entre eux ont le sentiment de se retrouver les mains vides, face à l'arrogance des hommes de pouvoir et la sophistication des services de sécurité qui ont affiné leurs méthodes et leurs manipulations...

### L'amour du Congo

Sans oublier l'obsession de l'argent, qui manque si cruellement à la plupart des citoyens et qui est si ostensiblement affiché par d'autres. Et sans négliger la violence qui rode toujours, violence armée à Beni et ailleurs, violence subtile de la répression et des trop nombreux « accidents ».

Ce que l'on devine aussi, à travers les propos du président sortant, c'est qu'il n'a pas pris congé

de son pays, tant s'en faut. L'ancien exilé aime toujours le Congo, il a bien l'intention d'y vivre, d'y travailler, d'y exercer son mandat de sénateur de droit et il serait surprenant qu'il prenne réellement congé de la politique. Sans oublier le fait que, militaire dans l'âme, il demeure en réserve de l'armée, et qu'à bon entendeur salut...

Il est trop tôt, trop imprudent de tirer le véritable bilan du règne de Joseph Kabila : en ces temps de campagne électorale, les passions sont portées au vif et il faudra que le passage du temps décante ce qui restera réellement de son œuvre. Mais si les élections se déroulent dans des conditions acceptables, si un passage de pouvoir pacifique peut s'opérer, malgré le scepticisme de la communauté internationale, cela représentera déjà une grande avancée qui sera portée au crédit de celui qui a su honorer sa parole. Ne reste qu'à croiser les doigts. ■

C. B.